



ET DE 13 !

C'est le nombre d'organisations qu'elles soient syndicales, étudiantes ou lycéennes qui ont décidé dans un communiqué commun de s'opposer à des annonces de la première ministre qui imposeraient l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

Comme la très grande majorité des Français, les 13 sont « vent debout » contre ce qui sera probablement annoncé dès le 15/12/2022.

Les 13 annoncent leur détermination à combattre cette mesure dès janvier et nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette belle unité qui se dessine.

Nous tenons cependant à rappeler, comme notre confédération l'a fait depuis plusieurs mois que nous sommes opposés à l'âge de départ à 65 ans ou à l'allongement de la durée de cotisations mais que nous sommes également opposés la casse des régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires.

Les policiers et particulièrement ceux d'Unité SGP Police FO ont d'ailleurs raison de réagir contre les déclarations du ministre de l'intérieur qui annonçait qu'ils devraient travailler plus longtemps contestant ainsi la pénibilité du travail.

Les volontés gouvernementales sont donc affirmées dans ce domaine.

Pour notre UDFO de Paris remettre en cause les régimes spéciaux et notamment avec la fameuse « clause du grand-père », c'est aussi remettre en cause le statut complet des personnels puisque le régime de retraite est un élément clé de ce statut. Ce qui est visé, c'est bien la disparition totale du statut des agents qu'ils soient cheminots, de la RATP, gaziers ou électriciens, postiers et d'une façon générale, les statuts des 3 versants de la fonction publique.

Notre UDFO de Paris au-delà de ses statuts reste attachée à la défense des 42 régimes existants.

Si nous devons, une nouvelle fois, rappeler nos positions, il est très clair que les assemblées générales ont un rôle déterminant dans la préparation des actions et plus particulièrement de la grève. Elles seront également déterminantes dans la poursuite des actions et de la reconduction de la grève. Nous ne sommes pas impliqués dans les actions « saute-moutons » des dernières semaines et nous avons eu raison de ne pas les faire. C'est ce qui était porté par notre confédération et la CE confédérale. Il est important que fort de ces expériences passées, nous soyons déterminés sur nos revendications et que nous partions dans la grève et la manifestation pour gagner, forts de l'appui des assemblées générales et du respect de leurs décisions.

C'est à ce prix que nous l'emporterons.

Paris, le 7 décembre 2022